

100 produits sains à prix coûtant : après l'Assemblée nationale, le Sénat appelle à transformer les constats en action

Communiqué de presse



Paris, le 17 septembre 2026. Dans un contexte de crise agricole et de difficultés croissantes d'accès à une alimentation favorable à la santé, **les 42 associations mobilisées pour défendre « 100 produits sains à prix coûtant »** saluent le dépôt au Sénat, par la sénatrice Antoinette Guhl et plusieurs parlementaires, d'une proposition de loi reprenant la mesure déjà déposée à l'Assemblée nationale à l'initiative du député Boris Tavernier. Les associations appellent les parlementaires des deux chambres à voter cette mesure concrète et urgente, au-delà des clivages politiques.

Il y a urgence. Depuis 2015, le prix des fruits frais a augmenté de **54 %** et celui des légumes frais de **62%**, contre **21 % pour l'inflation générale**. Près d'un Français sur deux déclare renoncer à certains achats alimentaires faute de moyens. Dans le même temps, les pouvoirs publics recommandent d'augmenter la consommation de ces aliments pour préserver notre santé, l'alimentation étant un déterminant majeur de la santé. **Cette contradiction n'est plus acceptable.**

Le texte déposé au Sénat et à l'Assemblée nationale apporte une réponse concrète : rendre disponible en permanence dans les grandes enseignes un panier diversifié de produits recommandés par le Programme national nutrition santé (PNNS), vendus à prix coûtant, **sans vente à perte et sans reporter le coût de la mesure sur les producteurs agricoles et les fournisseurs**. Le texte prévoit au moins 80 références distinctes sur l'année ; la mobilisation associative porte l'ambition de **100 produits sains à prix coûtant**.

Cette proposition est juste parce qu'elle refuse de choisir entre le revenu des producteurs et le pouvoir d'achat des consommateurs. Elle est efficace parce qu'elle agit directement sur le prix des aliments essentiels à la santé. Elle est soutenable parce qu'elle demande aux distributeurs de

réduire leurs marges sur un nombre limité de produits, sans remettre en cause leur rentabilité globale et sans mobiliser d'argent public pour financer le panier. Elle est nécessaire parce qu'elle répond à une urgence de santé publique : l'explosion des maladies chroniques liées à la dégradation de notre alimentation qui met non seulement en péril la santé de nos concitoyens mais aussi la soutenabilité de notre modèle de protection sociale .

Les chiffres de l'Observatoire de la formation des prix et des marges illustrent précisément le problème : en 2024, le rayon fruits et légumes de la grande distribution a généré environ 200 millions d'euros de résultat net, tandis que le rayon boulangerie-pâtisserie-viennoiserie enregistrait une perte de 65 millions d'euros. Autrement dit, les résultats dégagés sur des produits essentiels à notre santé contribuent à compenser les pertes d'autres rayons.

Il n'est pas acceptable que les produits dont les autorités sanitaires recommandent précisément d'augmenter la consommation deviennent la variable d'ajustement de ces stratégies commerciales. La péréquation des marges existe : nous demandons qu'elle cesse de jouer contre la santé.

Le dépôt de cette proposition par **Antoinette Guhl, rapporteure de la commission d'enquête du Sénat sur les marges des industriels et de la grande distribution**, donne aujourd'hui au Sénat l'occasion de traduire les constats établis par les propres travaux de cette commission transpartisane en une mesure concrète.

Rendre accessibles les aliments favorables à la santé, protéger la rémunération des producteurs et préserver la rentabilité globale de la distribution : il n'y a pas à choisir. Cette proposition permet de faire les trois.

La coalition d'associations de consommateurs, de lutte contre la précarité, de malades, de professionnels de santé, de défense de la santé, environnementale, initiée par Familles Rurales, foodwatch, Secours catholique et France Assos Santé, appelle les sénatrices et sénateurs à voter cette proposition de loi, et le Gouvernement à la soutenir.

Toutes les informations sur la campagne sont à retrouver en ligne :

<https://www.foodwatch.org/fr/sinformer/nos-campagnes/alimentation-et-sante/malbouffe/toutes-les-informations-sur-la-campagne-100-produits-sains-a-prix-coutant#c68918>

Sources

- Pétition « [Exigeons 100 aliments bons pour la santé à prix coûtant dans les supermarchés](#) », déjà plus de 52.000 signatures
- [Liste des 100 aliments à prix coûtant](#)
- [Proposition de loi visant à garantir l'accès à un panier diversifié de denrées alimentaires favorables à la santé et vendues à prix coûtant](#)

Communiqué diffusé au nom de la coalition d'associations mobilisée pour « 100 produits sains à prix coûtant »

Associations signataires :

- Action contre la faim

- ADEIC (Association de défense, éducation et information du consommateur)
- AEQUITAZ
- Alerte des médecins sur les pesticides
- Association Addictions France
- Association française des Diététiciens Nutritionnistes (AFDN)
- Association pour la prise en charge et la prévention de l'obésité (APOP)
- Association Léo Lagrange de défense des consommateurs (ALLDC)
- ATTAC
- Armée du Salut
- Avenir santé environnement
- Bloom
- Cancer colère
- Collectif national des associations d'obèses (CNAO)
- Confédération Syndicale des Familles (CSF)
- COP1- Solidarités étudiantes
- Diasporas Solidaires avec les Victimes de l'Empoisonnement Colonial (DSAVEC)
- Familles de France
- Familles Rurales
- Fédération française des diabétiques
- Fédération des centres sociaux
- Fédération promotion santé
- foodwatch
- France Assos Santé
- Greenpeace France
- Indecosa CGT
- La Tablée des Chefs
- Le collectif: Les pieds dans le plat
- L'école comestible
- Ligue contre l'obésité
- Noé: association pour la biodiversité
- Observatoire national des alimentations végétales (Onav)
- Oui Change
- On Est Prêt
- Oxfam France
- Que Choisir Ensemble
- Réseau Environnement Santé
- RESES (Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire)
- Réseau Action Climat
- Secours Catholique-Caritas France
- Union Nationale des Groupements des Épiceries Sociales et Solidaires (UGESS)
- VRAC

Contacts presse :

- Ingrid Kragl, foodwatch : ingrid.kragl@foodwatch.fr

- France Assos Santé : Service communication – 07 56 34 10 86 –
communication@france-assos-sante.org
- Djamila Aribi, Secours Catholique : djamila.aribi@secours-catholique.org - 06 85 32 23 39
- Niki Vouzas, Familles Rurales – niki.vouzas@famillesrurales.org – 06 49 49 75 17